

Établissement d'une ambassade du Canada au Koweït

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, a annoncé, le 16 février, l'intention du gouvernement du Canada d'ouvrir une ambassade au Koweït. Le gouvernement du Koweït a donné son agrément et une représentation canadienne sera détachée sous peu pour préparer cette ouverture.

Au départ, l'effectif comptera un ambassadeur et un agent, en plus du personnel de soutien. L'ambassade aura comme fonction première d'aider les hommes d'affaires canadiens à la recherche de débouchés dans la région; elle offrira également les services consulaires aux Canadiens qui sont de plus en plus nombreux dans la région et délivrera les visas aux visiteurs et étudiants désireux de venir au Canada. Elle assurera la liaison avec les gouvernements de la région en ce qui concerne les questions énergétiques, le dialogue Nord-Sud et l'aide à des pays tiers.

En attendant la nomination d'un ambassadeur résident, l'ambassadeur du Canada en Iran continuera d'être accrédité auprès du Koweït.

L'inauguration devrait avoir lieu dans les deux ou trois prochains mois.

L'ouverture d'une ambassade résidente dans ce pays comblera une importante lacune de la représentation diplomatique canadienne au Moyen-Orient.

Nomination du nouveau président du CRDI

M. Yvan L. Head, actuellement conseiller spécial du premier ministre, a été nommé au poste de président du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). L'annonce a été faite le 17 février par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson. M. Head, qui a été nommé par le gouvernement sur recommandation du Conseil des gouverneurs, succédera à M. W. David Hopper qui a démissionné de ce poste en décembre dernier après l'avoir occupé 7 ans.

Le CRDI a été créé en 1970 par une loi du Parlement. Ses objectifs sont d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement.

Aide canadienne à des projets de travail rétribué en vivres — Bangla-Desh

Au cours des trois prochaines années, et dans le cadre des projets de travail rétribué en vivres que finance le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Agence canadienne de développement international (ACDI) versera la somme de \$5,15 millions au Bangla-Desh pour permettre l'achat de matériaux et de services qui aideront ce pays à maîtriser les inondations provoquées par la mousson, inondations qui, chaque année, détruisent des récoltes vivrières d'une importance des plus vitales.

Cette subvention, la première accordée dans ce cadre, comprend \$4 millions pour l'achat, sur place, de matériaux et d'équipement, et pour le recrutement de la main-d'oeuvre qui participera à l'installation de vannes, ponceaux, régulateurs, ponts et autres structures ayant pour but de consolider, et donc de rendre plus durables, les réalisations de travaux publics, telles que les digues de protection contre la crue des eaux. Le reste des crédits servira à rémunérer du personnel technique et administratif du Bangla-Desh

ainsi que des conseillers canadiens.

L'on espère ainsi prolonger l'effet de certaines initiatives de travail rétribué en vivres que finance le PAM.

Dans le cas présent, l'ACDI et le PAM travaillent en collaboration avec le Ministry of Relief and Rehabilitation, du Bangla-Desh, organisme chargé de la coordination de toutes les activités relatives au travail rétribué en vivres, et avec le Water Development board, qui sera le principal organe exécutif. Le Bangla-Desh fournira un apport de l'ordre de \$1 million.

L'an dernier, l'aide canadienne au Bangla-Desh s'est totalisée à plus de \$37 millions dont \$26 millions étaient affectés à l'aide alimentaire, et plus de \$11 millions à des initiatives prises dans certains secteurs (agriculture, transport, électricité, traitement du jute, et autres). En outre, de nombreuses organisations non gouvernementales canadiennes (ONG) ont fourni un appui soutenu, parrainant environ 30 projets financés en partie par des subventions de la Direction des ONG de l'ACDI.

Le directeur du PAM au Sahel

Accompagné de trois agents du Programme alimentaire mondial (PAM), en poste à Rome, M. Garson N. Vogel, directeur exécutif du Programme, a récemment visité trois des pays du Sahel ouest-africain les plus durement touchés par la sécheresse.

Entré en fonction en octobre dernier, M. Vogel, originaire de Winnipeg (Manitoba), désireait voir de près une des régions du Tiers-Monde aux prises depuis dix ans avec la sécheresse.

Le 1er novembre 1977, le PAM devenait responsable de la coordination et du contrôle de toute l'aide alimentaire, multilatérale et bilatérale, dirigée vers le Sahel ouest-africain: Cap-Vert, Gambie, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

A Dakar, M. Vogel a tenu des sessions de travail avec tout le personnel du PAM en poste au Sahel; il a de plus participé à d'autres sessions axées sur l'aide alimentaire d'urgence.

Après Dakar, le directeur du PAM a passé deux jours en Mauritanie où il a été reçu par le président Moktar Ould Daddah. Au Sénégal, M. Vogel a été

l'hôte du président Senghor avec qui il s'est entretenu, non seulement de la situation générale en ce pays, mais également du rôle stratégique que joue le port de Dakar dans la livraison ponctuelle des approvisionnements aux pays voisins que sont la Gambie, le Mali et la Mauritanie.

En Gambie, M. Vogel, après avoir rencontré le président, a eu des entretiens avec le vice-président de même qu'avec les ministres de l'Agriculture et de l'Éducation et quelques hauts fonctionnaires.

Emprunts de fonds à l'étranger

Le Canada a l'intention d'emprunter des fonds à l'étranger afin d'aider au financement du déficit au compte courant de la balance des paiements. En annonçant l'emprunt, le ministre des Finances, M. Jean Chrétien, a fait valoir que cet emprunt sera un complément au flux de capitaux entrant au Canada par le biais d'autres canaux. Il a également indiqué que le gouvernement procéderait sous peu, à titre de mesure intérimaire, à un tirage sur la ligne de crédit tournant obtenue en octobre dernier auprès des banques à charte canadienne.